



Plan d'évaluation ministériel quinquennal de 2023-2024 à 2027-2028



Préparé par la Direction générale de l'évaluation et des résultats (PRD)

Affaires mondiales Canada

Le 6 juin 2023



Table des matières

3

Note de confirmation de l'administrateur général

4

Évaluation à Affaires mondiales Canada

5

Bilan sur le plan d'évaluation ministériel d'Affaires mondiales Canada

6

Réalisations d'évaluations pendant la période 2022-2023

7

Outils novateurs et renforcement de l'apprentissage à partir des évaluations

8

Contribuer à façonner le paysage international de l'évaluation

9

Contexte ministériel : Affaires mondiales Canada

10

Couverture des évaluations

11

Ressources et capacités

12

Annexe I. Plan d'évaluation ministériel quinquennal d'AMC de 2023-2024 à 2027-2028

17

Annexe II. Répertoire des programmes d'Affaires mondiales Canada

18

Annexe III. Programmes exclus du Plan d'évaluation ministériel quinquennal

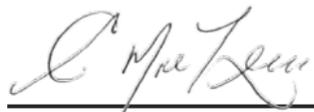
Note de confirmation de l'administrateur général

J'approuve le plan quinquennal continu d'évaluation d'Affaires mondiales Canada (AMC) pour les exercices de 2023-2024 à 2027-2028, que je sou mets au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, conformément à la *Politique sur les résultats* et à l'article 42.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Comme le prévoit la section 4.3.15 de la Politique, je confirme que ce Plan d'évaluation ministériel quinquennal respecte les exigences suivantes en matière d'évaluation :

- il se fonde sur un exercice annuel de planification de l'évaluation, y compris des consultations auprès du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada;
- il précise la portée prévue de l'évaluation, y compris les dépenses organisationnelles et les programmes visés du Répertoire des programmes, pendant la période de planification;
- il indique les dépenses de l'organisation et les programmes du Répertoire des programmes qui ne sont pas soumis à l'évaluation pendant la période de planification, avec les justifications nécessaires;
- il comporte des évaluations de tous les programmes de subventions et de contributions en cours et pour lesquels les dépenses réelles moyennes sur cinq ans sont d'au moins 5 millions de dollars par année;
- il comprend toutes les évaluations exigées par la loi et découlant des engagements pris dans les présentations approuvées par le Conseil du Trésor du Canada ;
- il comprend toutes les évaluations demandées par le secrétaire du Conseil du Trésor du Canada ;
- il comprend toutes les activités d'évaluation nécessaires à la réalisation, au niveau central, des évaluations ou des examens en vue de l'harmonisation des ressources.

Je veillerai à la mise à jour annuelle du Plan et je rendrai compte de sa mise en œuvre au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, comme il convient de le faire.



Christopher MacLennan
Sous-ministre du Développement international
Affaires mondiales Canada

Évaluation à Affaires mondiales Canada

PRD

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉVALUATION ET DES RÉSULTATS

ÉNONCÉ DE MISSION

Nous servons de **point d'ancrage** à la **base de connaissances** du Ministère, en **éclairant la prise de décisions** et en favorisant un **meilleur impact des politiques**, des **programmes** et des **services**

PRR



Données, résultats et exécution

- Diriger les efforts pour améliorer la **gestion axée sur les résultats**
- Renforcer la capacité d'AMC de **communiquer des résultats de manière attrayante**
- Diriger la mise en œuvre de la **Stratégie ministérielle sur les données d'AMC**

PRA



Évaluations

- Effectuer des évaluations ministérielles **innovantes et rigoureuses**
- Générer des preuves et des idées pour **améliorer la prise de décisions** fondée sur des **données probantes**
- Formuler des recommandations assurant l'**amélioration continue**

PRE



Services à l'évaluation et à l'apprentissage

- Extraire des **tendances et des renseignements** à partir des évaluations
- Intégrer et **amplifier les apprentissages tirés des évaluations**
- Soutenir les **activités d'évaluation dirigées par les programmes et les projets**

LE SAVIEZ-VOUS?

- PRD est le **chef de l'évaluation** pour Affaires mondiales Canada et est responsable de la direction de la fonction d'évaluation.
- Nous **évaluons des programmes, des politiques et des initiatives** dans l'ensemble des secteurs d'Affaires mondiales Canada.
- Conformément à la *Politique sur les résultats* (2016) du Conseil du Trésor, toutes les évaluations ministérielles sont examinées et approuvées par le **Comité de la mesure du rendement et de l'évaluation (CMRE)**, l'un des trois comités de gouvernance ministérielle présidés par les sous-ministres.
- Nous jouons un rôle clé en tant que **conseiller fiable** tout au long du cycle d'une initiative.
- Nous fournissons un **leadership éclairé** et **améliorons les outils d'évaluation**, incluant au niveau de l'égalité des genres, des approches féministes, de l'éthique, au sein d'AMC et au niveau international.
- Nous offrons un **renforcement des capacités et des services d'aide technique** aux évaluations gérées par les programmes.
- Nous dirigeons la revue annuelle du **Plan d'évaluation ministériel quinquennal** et surveillons l'état d'avancement des **Réponses et plans d'action de la direction (RPAD)**.

Nadia Ahmad
Directrice générale
et chef de
l'évaluation

Brigitte Duchesne
Directrice, PRR

Isabelle Mercier
Directrice, PRA

Mathieu Audet
Directeur, PRE

Contactez la fonction d'évaluation:



Evaluation@international.gc.ca



www.international.gc.ca/gac-amc/publications/evaluation

Bilan sur le plan d'évaluation ministériel d'Affaires mondiales Canada

L'évaluation soutient la collecte systématique et l'analyse neutre de données probantes pour examiner la pertinence, l'efficacité et l'efficience des programmes et services ministériels. Les résultats de l'évaluation appuient la prise de décision fondée sur des données probantes, l'amélioration continue des politiques et des programmes, et contribuent au respect des obligations en matière de reddition de compte, en tenant les Canadiens informés des résultats obtenus et des ressources utilisées pour y parvenir.

Ce document présente le plan d'évaluation ministériel quinquennal d'Affaires mondiales Canada pour la période de 2023-2024 à 2027-2028.

Ce plan est conforme aux exigences de la Loi sur la gestion des finances publiques et de la Politique sur les résultats du Conseil du Trésor du Canada. Il est élaboré dans le cadre de consultations à l'échelle du ministère avec la haute direction d'AMC, des principaux groupes de travail et des comités ministériels.

Le plan vise à établir une base de données probantes pour la prise de décision, en trouvant un équilibre entre les exigences obligatoires liées aux décisions en matière de programmes, de politiques ou de financement et le besoin d'information et d'apprentissage transversal.

L'élaboration du plan d'évaluation quinquennal du ministère tient compte des facteurs suivants :



Exigences d'évaluation

Exigences du SCT

1

Subventions et contributions avec une dépense moyenne sur cinq ans de plus de 5 millions de dollars par année, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques.

2

Engagements en matière d'évaluation pris dans les **présentations au Conseil du Trésor**, les **mémoires au Cabinet** et d'autres exigences législatives.

3

Tous les programmes répertoriés dans **l'inventaire des programmes d'AMC** doivent être évalués périodiquement (services internes exemptés).

Priorités d'AMC

4

Évaluations identifiées pour répondre aux **besoins d'information du Ministère** en fonction d'une analyse des risques, des priorités et des besoins.



Calendrier



Délais de renouvellement des programmes et les engagements de financement



Harmonisation avec aux besoins d'information du Ministère



Coordination avec les autres fonctions de surveillance



Harmonisation avec d'autres ministères dans le cadre d'initiatives horizontales



Ressources et capacité de la fonction d'évaluation

Réalisations en matière d'évaluation pendant la période 2022-2023

Au cours de l'exercice 2022-2023, l'équipe d'évaluation a achevé cinq des huit évaluations prévues, dont une évaluation horizontale dirigée par la AMC. L'achèvement de trois évaluations a été reporté au début de l'exercice 2023-2024 suite à certains projets d'évaluation ayant commencé plus tard que prévu, à la longueur des processus contractuels pour les évaluations externalisées et, dans le cas d'Haïti, aux difficultés d'accès aux données en raison d'un contexte complexe et instable. L'équipe d'évaluation continue d'utiliser des méthodes de collecte de données participatives et inclusives, y compris en intégrant des approches féministes lorsque cela est possible, afin de s'assurer que des voix diverses sont entendues. Elle consacre également du temps à l'élaboration et à la réalisation d'engagements de grande valeur liés à des produits d'évaluation novateurs, tels que le cadre élaboré pour mesurer de plaidoyer, d'accès et d'influence dans la programmation canadienne liée à l'évaluation du Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL).

4

Évaluations

Évaluations réalisées par l'équipe d'évaluation d'AMC :

- Programme Voix et leadership des femmes
- Programmation en matière d'aide internationale dans les pays à revenu intermédiaire
- Fonds canadien d'initiatives locales
- Programme des Accélérateurs technologiques canadiens

1

Évaluation horizontale

Évaluation horizontale avec participation d'AMC:

- Stratégie du Canada en matière de prévention du passage de clandestins (responsable : AMC)

1

Évaluation institutionnelle

Évaluations institutionnelles réalisées par l'intermédiaire de MOPAN :

- Le Fonds mondial (Global Fund)

21

Évaluations décentralisées

L'Unité de service aux évaluations décentralisées :

- a contribué à l'achèvement de 21 évaluations décentralisées
- a fourni des services pour 105 dossiers d'évaluation

Prochaines évaluations institutionnelles de MOPAN

Les évaluations institutionnelles suivantes sont en cours d'achèvement dans le cadre des cycles 2021-2022 et 2022-2023, mais ont subi des retards :

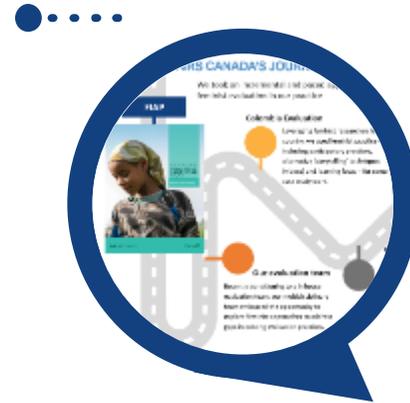
- Banque africaine de développement (AfDB)*
- Banque interaméricaine de développement (IDB)* Invest
- l'Association internationale de développement / La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (IDA-IBRD) de la Banque mondiale
- Société financière internationale (IFC)
- Organisation internationale pour les migrations (IOM)*
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)
- Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH et le sida (UNAIDS)
- Fonds international de développement agricole (IFAD)*
- GAVI, l'Alliance du Vaccin.
- Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA)

* Canada : chef de file institutionnel

Outils novateurs et renforcement de l'apprentissage à partir des évaluations

Série d'apprentissage sur l'évaluation de la Voix et du leadership des femmes

Au cours de l'année, trois webinaires ont été organisés par la division de l'évaluation où les voix des femmes du Sud et des organisations de défense des droits des femmes ont été privilégiées. L'événement a touché un nombre important de participants à l'échelle internationale, soit plus de 200 personnes par webinar. Parmi les sujets abordés figuraient les applications pratiques de l'évaluation féministe ; la position du programme VLF au sein de l'écosystème mondial de financement du féminisme ; les premiers résultats et les leçons tirées des projets du programme VLF.



Considérations éthiques dans l'évaluation

La division de l'évaluation a développé une **Boîte à outils pour assurer la confidentialité et la protection des personnes** qui met l'accent sur la collecte éthique et responsable des données dans le cadre de l'évaluation. La boîte à outils vise à aider les évaluateurs à identifier les dilemmes éthiques, à garantir un consentement éclairé, à créer des espaces sûrs pour le partage d'informations, à promouvoir l'exactitude des informations et à appliquer une approche "ne pas nuire". Il sera utilisé par toutes les équipes d'évaluation, y compris les consultants engagés, et a également été partagé avec la communauté internationale de l'évaluation.



Partage d'outils sur les approches féministes en évaluation

Un événement a été organisé pour le lancement de l'**outil de mesure du renforcement de l'égalité et du pouvoir des femmes (MREP)** avec des OSC canadiennes et internationales. L'outil a été mis à disposition sur le site web des affaires mondiales afin de garantir son accessibilité à tous ceux qui souhaitent l'utiliser. L'outil MREP figure également dans le document d'orientation du CAD de l'OCDE sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles.



Développement d'outils pour combler les lacunes en matière de données dans la programmation d'AMC

Voici d'autres exemples d'outils innovants :

- **Cadre d'analyse en matière de localisation** : Outil d'évaluation basé sur 10 dimensions de localisation développées pour mesurer l'alignement d'un programme sur une approche de localisation de l'aide et pour identifier les principaux obstacles et facilitateurs.
- **Le cadre de mesure du plaidoyer, de l'accès et de l'influence** est piloté en lien avec la programmation du FCIL dans 8 missions. Ce cadre facilite la collecte de données et l'identification d'histoires clés de changement afin de suivre les voies du plaidoyer et de l'influence au niveau national.



En outre, une orientation et une formation spéciales ont été développées pour la **planification et la gestion des évaluations décentralisées féministes** qui s'appuient sur les leçons tirées de l'expérience d'AMC.

Contribuer à façonner le paysage international de l'évaluation

La fonction d'évaluation s'engage activement auprès des parties prenantes internationales afin de favoriser les discussions fondées sur des données probantes et de coordonner les efforts d'évaluation. Elle s'engage également à partager les enseignements tirés de l'expérience pour renforcer la fonction d'évaluation et la rendre plus efficace. La communauté de l'évaluation au sens large s'est montrée très satisfaite des outils d'évaluation innovants introduits par l'équipe, reconnaissant leur contribution à l'avancement des pratiques d'évaluation. L'équipe d'évaluation s'est imposée comme un leader d'opinion en matière d'évaluation féministe et responsable, ce qui lui a valu d'être invitée à prononcer des discours lors de plusieurs manifestations internationales prestigieuses.



Le réseau d'évaluation des performances des organisations multilatérales (MOPAN) rassemble les pays donateurs qui financent le système multilatéral. Il a pour mission de réaliser des évaluations institutionnelles communes et des études analytiques sur des sujets transversaux, par exemple en intégrant les évaluations du MOPAN dans les discussions mondiales sur la réponse au COVID-19 et en mesurant les performances multilatérales en matière d'exploitation et d'abus sexuels (EAS) et de harcèlement sexuel (SH).

L'équipe d'évaluation est membre du comité directeur, du bureau du MOPAN et du groupe de travail technique. En tant que membre du groupe stratégique, l'équipe a aidé MOPAN à élaborer une vision stratégique qui guidera sa croissance et son orientation pour l'avenir, afin de soutenir un système multilatéral fort, mieux coordonné et plus performant.



En tant que membre fondateur de L'initiative mondiale d'évaluation (GEI) de la Banque mondiale, le Canada a joué un rôle clé dans l'intégration de pratiques féministes et d'une perspective axée sur le genre dans ses activités. Les membres de l'équipe d'évaluation ont ainsi partagé les leçons tirées de l'évaluation et les outils d'évaluation innovants (outil MREP, considérations éthiques dans l'évaluation, etc.) lors d'événements gLOCAL. En outre, l'équipe a continué à soutenir la vision stratégique et à la planification du GEI pour faire progresser les capacités de suivi et d'évaluation (S&E) des pays.

L'année dernière, la fonction d'évaluation a commencé à financer un projet de trois ans visant à intégrer les approches transformatrices de l'égalité des genres dans l'ensemble des réseaux partenaires, qui sera mis en œuvre en partenariat avec le GEI.



L'équipe d'évaluation a continué à jouer son rôle de premier plan en tant que vice-présidente du réseau du CAD sur l'évaluation du développement, EvalNet, et a maintenu son engagement actif en tant que membre des sous-groupes GenderNet et Nordic Plus. L'équipe est également membre du groupe de gestion de la coalition mondiale d'évaluation sur la COVID-19 et contribue activement aux évaluations conjointes sur la réponse au COVID.

En plus d'être reconnue comme un leader d'opinion en matière d'évaluation féministe et responsable par les autres membres de la communauté internationale de l'évaluation, l'équipe d'évaluation a été l'un des principaux partenaires de deux documents d'orientation clés :

- Guide du CAD de l'OCDE sur la programmation de l'autonomisation des femmes
- Guide sur l'intégration des droits de l'homme dans les critères d'évaluation.

Contexte ministériel : Affaires mondiales Canada

Cadre ministériel des résultats	Budget principal des dépenses 2023-2024 (\$ CA)	Crédits liés aux S et C 2023-2024 (\$ CA)
Responsabilité essentielle 1 : Diplomatie et défense des intérêts internationales	878 653 795 \$	569 916 613 \$
Responsabilité essentielle 2 : Commerce et investissement	351 847 825 \$	60 760 999 \$
Responsabilité essentielle 3 : Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	4 729 599 642 \$	4 557 146 556 \$
Responsabilité essentielle 4 : Aide aux Canadiens à l'étranger	66 738 805 \$	0 \$
Responsabilité essentielle 5 : Soutien à la présence du Canada à l'étranger	1 256 548 540 \$	0 \$
Services internes	293 248 466 \$	900 000 \$
Budget total	7 576 637 073 \$	5 188 724 168 \$

Le travail d'Affaires mondiales Canada à l'étranger est guidé par sa politique étrangère féministe, qui vise à construire un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère.

AMC a pour mandat de définir, de façonner et de promouvoir les intérêts et les valeurs du Canada dans un environnement mondial complexe. Pour ce faire, il gère les relations diplomatiques, promeut le commerce international et fournit une assistance consulaire. En outre, AMC dirige les efforts de développement international, d'aide humanitaire, de paix et de sécurité, et contribue également à la sécurité nationale et au développement du droit international.

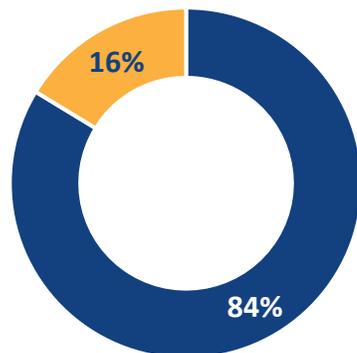
Conformément à la Politique sur les résultats du Conseil du Trésor, le cadre ministériel des résultats de l'AMC décrit les cinq responsabilités essentielles et les services internes, les résultats de haut niveau visés par le département et la manière dont les progrès seront évalués.

Ce cadre est complété par le répertoire des programmes d'AMC (voir l'Annexe II), qui comprend au total 53 programmes et décrit comment le ministère est organisé pour soutenir l'atteinte de ces résultats. Le répertoire des programmes représente l'ensemble du portefeuille d'évaluation. En principe, tous les programmes et toutes les dépenses figurant dans le répertoire des programmes (à l'exception des services internes) devraient faire l'objet d'une évaluation périodique.

Selon le Budget principal des dépenses, AMC prévoit dépenser environ 7,58 milliards de dollars pour ses programmes, politiques, initiatives et services au cours de l'exercice financier 2023-2024.

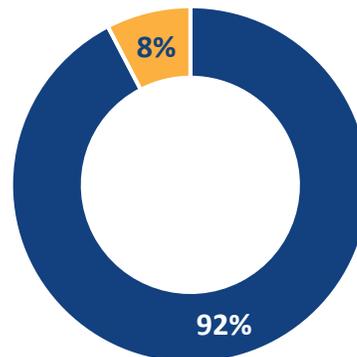
Couverture des évaluations

Couverture totale du répertoire des programmes par les programmes obligatoires



■ Programmes couverts ■ Programmes non couverts

Couverture totale en fonction du budget principal des dépenses 2023-2024



■ Dépenses couvertes ■ Dépenses non couvertes

Couverture de l'évaluation prévue par Affaires mondiales Canada

Le plan d'évaluation ministériel pour la période 2023-2024 à 2027-2028 a été élaboré en vue de trouver un équilibre délicat entre le respect des exigences obligatoires en matière d'évaluation et les besoins d'information du ministère. Il reconnaît que de nombreuses directions générales et partenaires de mise en œuvre sont toujours confrontés à des pressions pour faire face aux retards dans la mise en œuvre des programmes dus à des facteurs externes, tels que les effets négatifs de la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine, les catastrophes environnementales et d'autres bouleversements.

Au total, **41 évaluations** sont incluses dans le plan quinquennal. De nombreuses évaluations portent sur plus d'un programme, ce qui permet de couvrir **36 des 43 programmes requis** dans le répertoire des programmes (à l'exclusion des programmes énumérés ci-dessous). Cela correspond à **92 % du total du budget principal des dépenses pour 2023-2024**, ou à 99 % des programmes permanents de subventions et de contributions (S et C) dont les dépenses moyennes sur cinq ans sont égales ou supérieures à 5 millions de dollars par an.

Pour les autres programmes dont les S et C dépassent le seuil fixé par la LFP, soit une évaluation récente a été réalisée, soit aucun changement n'a été apporté à la programmation ou au contexte depuis la dernière évaluation (voir l'annexe II). Le calendrier quinquennal répond donc à toutes les exigences légales et à celles de la politique du SCT.

Évaluations horizontales

Le Ministère doit réaliser deux évaluations horizontales avec d'autres ministères du gouvernement du Canada qui contribuent également à la couverture globale :

- Stratégie nationale de lutte contre la traite de personnes (responsable : Sécurité publique Canada)
- La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique (responsable : AMC)

Programmes exclus du calcul de la couverture prévue

Il n'est pas nécessaire d'évaluer les 10 programmes qui relèvent des services internes (c'est-à-dire les programmes 44 à 53). Toutefois, l'efficacité et l'efficacités de certains de ces services peuvent être couvertes dans le cadre des évaluations de programmes, de stratégies ou d'initiatives.

Les contributions aux organisations internationales qui relèvent du programme 2. Politique multilatérale sont considérées comme exemptées. Affaires mondiales Canada satisfait à une partie de ses exigences de couverture par le biais du MOPAN. Chaque année, les 19 membres de la MOPAN contribuent collectivement aux évaluations institutionnelles des points forts et des points à améliorer d'un certain nombre d'organisations internationales.

Ressources et capacités

Postes d'évaluation (au 1 avril 2023)

Classification et niveau	Bureau de l'évaluation et résultats (PRD)	Direction d'Évaluation (PRA)	Services à l'évaluation et à l'apprentissage (PRE)
EX-03	1*		
EX-01		1	1
AS-03	1*		
AS-01		1	1
EC-07		4	3
EC-06		8	5
EC-05		8	4
EC-04		7	2
Total	2*	29	16

Prévisions des ressources d'évaluation pour l'exercice financier 2023-2024 (\$ CA)

Direction	Salaires	F et E	Total
PRD*	174 764 \$	97 959\$	272 723 \$
PRA	2 987 824 \$	1 202 932 \$	4 190 756 \$
PRE	1 532 048 \$	311 424 \$	1 843 472 \$
Total	4 694 636 \$	1 612 315 \$	6 306 951 \$

* Le DG du Bureau de l'évaluation et des résultats (PRD) est le chef de l'évaluation. Environ 75 % des ressources du PRD sont consacrées au soutien et à la supervision des activités de la fonction d'évaluation.

Ressources

La fonction d'évaluation d'AMC comprend 45 postes équivalents temps plein (ETP). Au 1er avril 2023, 93 % de ces postes sont pourvus ou en voie de l'être. Deux postes sont prêtés à d'autres divisions afin de soutenir les dossiers prioritaires du département. Pour l'exercice 2023-24, les dépenses salariales annuelles sont estimées à 4,5 millions de dollars. Le budget total de fonctionnement et d'entretien (F et E) est de 1,5 million de dollars.

Capacité à répondre aux besoins d'évaluation

Le grand nombre de programmes figurant dans le répertoire des programmes, ainsi que les obligations d'évaluation prévues dans les mémoires au Cabinet, les présentations au Conseil du Trésor et d'autres annonces de financement ayant une incidence directe sur le ministère, imposent des exigences considérables à la fonction d'évaluation. Il y a également une demande accrue d'évaluations thématiques et d'intérêt particulier pour répondre aux besoins d'information du ministère.

Le nombre de projets d'évaluation menés chaque année dépend de leur portée et de leur complexité. En général, la fonction d'évaluation est en mesure de produire six à huit rapports d'évaluation par an, en plus de soutenir les évaluations institutionnelles des organisations multilatérales par le biais du MOPAN. Étant la plus grande équipe de recherche d'Affaires mondiales Canada, la fonction d'évaluation fournit également d'autres services et élabore de nombreux produits d'évaluation et d'apprentissage, des documents d'orientation et des outils. En outre, elle participe à de nombreux groupes de travail ministériels et à des communautés d'évaluation internationales afin de partager les enseignements tirés des évaluations.

Afin de mieux répondre aux exigences de l'évaluation et aux besoins d'information du département, tout en optimisant les ressources et l'expertise spécialisée, la fonction d'évaluation de GAC a fait l'objet d'une réorganisation en 2022. Les divisions d'évaluation de la diplomatie, du commerce et des entreprises et de l'assistance internationale, auparavant séparées, ont été fusionnées au sein de la direction de l'évaluation (PRA). Dans le même temps, la direction des services d'évaluation et de l'apprentissage (PRE) a été créée pour contribuer à la rationalisation des processus et des services d'appui liés aux évaluations ministérielles et décentralisées, pour maximiser l'apprentissage à partir de l'évaluation et pour soutenir la prise de décisions fondées sur des données probantes.

Les récentes processus d'embauche concurrentiels à tous les niveaux permettent actuellement de pourvoir tous les postes financés. Les évaluations sont également souvent appuyées par des consultants externes et des évaluateurs locaux qui sont en mesure de compléter les connaissances et l'expertise techniques et contextuelles. En outre, un nouveau modèle de financement des services internes a été mis en œuvre en 2021-2022, lié au nouveau financement des subventions et contributions ministérielles. L'objectif de ce modèle est de compenser partiellement les besoins croissants en ressources pour répondre aux besoins d'évaluation et d'information des ministères.

Annexe I. Plan d'évaluation ministériel quinquennal d'AMC de 2023-2024 à 2027-2028

Le calendrier ci-dessous reflète les évaluations prévues pour les cinq prochaines années, résultant des consultations annuelles avec la haute direction du GAC et les principales parties prenantes. Les évaluations sont présentées dans l'année fiscale où l'approbation du CMRE est prévue. Conformément à la légende, les exigences spécifiques en matière d'évaluation obligatoire ou discrétionnaire sont indiquées dans le tableau, de même que le lien entre les évaluations respectives et le répertoire des programmes. Les évaluations décentralisées ne figurent pas dans le plan d'évaluation ministériel. Bien qu'elles servent à informer les évaluations corporatives, elles ne doivent pas être considérées comme des recherches d'opinion publique.

Année 1 – Exercice financier 2023-2024	Approbation prévue	Exigence	Lien avec RP	Bureaux de première responsabilité
Renforcement des capacités de lutte contre la criminalité et le terrorisme	T1	1 2	26	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Programme des femmes d'affaires en commerce international (FACI)	T1	2	14	Développement du commerce international, de l'investissement et de l'innovation (BFM)
Aide internationale dans les Amériques : Haïti	T1	1	30	Amériques (NGM)
Évaluation de la cohérence d'EGM : Commerce, diplomatie et aide internationale	T2	4	5, 16, 29	Europe, Arctique, Moyen-Orient & Maghreb (EGM)
Opérations de sanctions d'Affaires mondiales Canada	T4	2	1	Politique stratégique (PFM)
Évaluation de la stratégie du Canada pour répondre à la crise des Rohingyas au Myanmar et au Bangladesh	T4	2	7, 31, 25	Asie-Pacifique (OGM)
Devoir de diligence	T4	2	11, 34, 35, 38, 40, 41, 42, 43	Plateforme internationale (ACM) Services consulaires, sécurité et gestion des mesures d'urgence (CFM) Sécurité internationale et affaires politiques (IFM) Planification ministérielle, finance et technologie de l'information (SCM) Ressources humaines (HCM)
Initiative principale d'AMC : Partenariat pour l'égalité des genres (Fonds Égalité)	T4	2	23	Partenariats pour l'innovation dans le développement (KFM)
Évaluation stratégique conjointe : Coalition mondiale pour l'évaluation COVID-19	T4	4	24	Enjeux mondiaux et développement (MFM)
Évaluations institutionnelles du MOPAN	T4	3	2	Enjeux mondiaux et développement (MFM)

Légende pour les exigences d'évaluation:

- 1 Subventions et contributions (S et C) dont les décaissements annuels moyens sur 5 ans sont supérieures à 5 millions de dollars par an
- 2 Proposition au Conseil du Trésor ou autre engagement législatif

- 3 Programmes sans S et C ou d'une valeur inférieure à 5 millions de dollars par an (à évaluer périodiquement)
- 4 Évaluations déterminées en fonction des priorités, des risques et des besoins du ministère

Plan d'évaluation ministériel : Année 2 - Exercice financier 2024-2025

Nom d'évaluation	Exigence	Lien RP	Bureaux de première responsabilité
Programme de réduction des menaces liées aux armes	1	27	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Évaluation horizontale : Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes (responsable : Sécurité publique Canada)	2	11, 26	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Évaluation thématique : Éducation (y compris l'engagement de Charlevoix)	2	10, 24	Enjeux mondiaux et développement (MFM)
Leçons tirées de la programmation dans les États fragiles <i>Pays cibles potentiels : Mali, Soudan du Sud, Burkina Faso</i>	3	8, 32	Afrique subsaharienne (WGM)
Initiative principale d'AMC : Santé et droits sexuels et reproductifs	2	24	Enjeux mondiaux et développement (MFM)
Évaluation thématique : Environnement et action pour le climat (y compris le financement climatique)	2	10, 24	Enjeux mondiaux et développement (MFM)
Initiative sur le leadership mondial dans l'Arctique	1 2	5	Europe, Arctique, Moyen-Orient & Maghreb (EGM)
Méthodologie de calcul des coûts du Secteur de la plateforme	3	36	Plateforme internationale (ACM)
Stratégie Moyen-Orient	2	5, 29	Europe, Arctique, Moyen-Orient & Maghreb (EGM)
Évaluations institutionnelles du MOPAN	3	2	Enjeux mondiaux et développement (MFM)

1 S et C / LFP 2 Prés. CT 3 RP 4 Priorité ministérielle

Plan d'évaluation ministériel : Année 3 - Exercice financier 2025-2026

Nom d'évaluation	Exigence	Lien RP	Bureaux de première responsabilité
Programme international du Canada pour la biodiversité	2	24	Enjeux mondiaux et développement (MFM)
Programmes pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOP)	2	25	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Programme canadien de l'innovation à l'international (PCII)	2	15	Développement du commerce international, de l'investissement et de l'innovation (BFM)
CanExport	2	14	Développement du commerce international, de l'investissement et de l'innovation (BFM)
Commerce et développement (y compris la croissance au service de tous)	3	1, 2, 10, 12, 14, 16, 17, 18, 19, 29, 30, 31, 32	Politique stratégique (PFM) Développement du commerce international, de l'investissement et de l'innovation (BFM) Enjeux mondiaux et développement (MFM) Politique et négociations commerciales (TFM) Tous les secteurs géographiques
Programmation du Bureau des droits de l'homme, de la liberté et de l'inclusion	1	21	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Risque de catastrophe et résilience dans la région Indo-Pacifique	2	31	Asie-Pacifique (OGM) Enjeux mondiaux et développement (MFM)
Évaluations institutionnelles du MOPAN	3	2	Enjeux mondiaux et développement (MFM)

1 S et C / LFP
2 Prés. CT
3 RP
4 Priorité ministérielle

Plan d'évaluation ministériel : Année 4 - Exercice financier 2026-2027

Nom d'évaluation	Exigence	Lien RP	Bureaux de première responsabilité
L'engagement du Canada dans les opérations de paix et la consolidation de la paix de l'ONU	2	25	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Plan d'action national du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité	4	25	Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Programme de partenariat de la plateforme nord-américaine (PPNA)	3	6, 17	Amériques (NGM)
Point de prestation des services communs (PPSC)	3	36, 38	Plateforme internationale (ACM)
Le Canada, partenaire actif et engagé dans la région Indo-Pacifique	2	7, 18, 31	Asie-Pacifique (OGM)
Le nexus humanitaire, développement et paix	1 4	22, 25, 29, 30, 31, 32	Enjeux mondiaux et développement (MFM) Sécurité internationale et affaires politiques (IFM) Tous les secteurs géographiques
Assistance technique dans le cadre de la programmation d'Affaires mondiales Canada	4	23, 29, 30, 31, 32	Partenariats pour l'innovation dans le développement (KFM) Tous les secteurs géographiques
Évaluation groupée de programmes pays dans l'Indo-Pacifique <i>Pays cibles potentiels : Indonésie, Philippines, Vietnam</i>	2	31	Asie-Pacifique (OGM)
Évaluations institutionnelles du MOPAN	3	2	Enjeux mondiaux et développement (MFM)

1 S et C / LFP
 2 Prés. CT
 3 RP
 4 Priorité ministérielle

Plan d'évaluation ministériel : Année 5 - Exercice financier 2027-2028

Nom d'évaluation	Exigence	Lien RP	Bureaux de première responsabilité
Évaluation horizontale : La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique (responsable : AMC)	2	7, 14, 15, 31, 21, 26	Asie-Pacifique (OGM) Développement du commerce international, de l'investissement et de l'innovation (BFM) Sécurité internationale et affaires politiques (IFM)
Évaluation thématique : Santé et nutrition	4	10, 24	Enjeux mondiaux et développement (MFM)
Aide consulaire et services administratifs pour les Canadiens à l'étranger	3	34	Services consulaires, sécurité et gestion des mesures d'urgence (CFM)
Réforme du cadre des employés recrutés sur place (ERP)	3	39	Ressources humaines (HCM)
Stratégie de coopération économique avec l'Afrique	4	19	Afrique subsaharienne (WGM)
Évaluation des programmes de finances innovantes (incl. IAIP, Programme de prêts souverains)	2	24, 33	Enjeux mondiaux et développement (MFM) Planification ministérielle, finance et technologie de l'information (SCM)
Programmes internationaux de financement mixte du Canada	4	24	Enjeux mondiaux et développement (MFM)
Évaluation du programme pays de l'Ukraine	4	5, 16, 29	Europe, Arctique, Moyen-Orient & Maghreb (EGM)
Évaluations institutionnelles du MOPAN	3	2	Enjeux mondiaux et développement (MFM)

1 S et C / LFP
2 Prés. CT
3 RP
4 Priorité ministérielle

Annexe II. Répertoire des programmes d’Affaires mondiales Canada

La Politique sur les résultats du Conseil du Trésor a introduit une exigence pour tous les ministères d’établir, de mettre en œuvre et de maintenir un répertoire de programmes (RP) lié à son cadre ministériel de résultats. Outre les évaluations obligatoires et discrétionnaires prévues, le SCT encourage tous les programmes figurant dans le RP à faire l’objet d’une évaluation périodique, le cas échéant. Dans le cadre des mises à jour annuelles du plan d’évaluation ministériel quinquennal, AMC est également tenue de rendre compte de la couverture de l’évaluation (pourcentage des programmes et des dépenses institutionnelles) par rapport au RP, et de justifier ce qui a été exclu et pourquoi.

RE1 : Diplomatie et défense des intérêts internationaux	RE2 : Commerce et investissement	RE3 : Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	RE4 : Aide aux Canadiens à l’étranger	RE5 : Soutien à la présence du Canada à l’étranger	Services internes
1. Coordination des politiques internationales	12. Politique et négociations commerciales, accords et différends	20. Opérations d’aide internationale	34. Aide consulaire et services administratifs aux Canadiens à l’étranger	36. Services ministériels au niveau de la plateforme	44. Services de gestion et de surveillance
2. Politiques multilatérales	13. Réglementation commerciale	21. Programmation du Bureau des droits de la personne, des libertés et de l’inclusion (BDPLI)	35. Préparation et intervention en cas d’urgence	37. Directives sur le service extérieur	45. Services de communication
3. Droit international	14. Développement du commerce international	22. Aide humanitaire		38. Relations avec les clients et opérations des missions	46. Services juridiques
4. Le Bureau du protocole	15. Innovation et investissement international	23. Partenariats et innovation dans le développement		39. Services aux employés recrutés sur place	47. Ressources humaines
5. Politique et diplomatie en Europe, dans l’Arctique, au Moyen-Orient et au Maghreb	16. Commerce en Europe, dans l’Arctique, au Moyen-Orient et au Maghreb	24. Aide internationale multilatérale		40. Planification et intendance des biens immobiliers	48. Gestion financière
6. Politique et diplomatie pour les Amériques	17. Commerce dans les Amériques	25. Stabilisation et opérations de paix		41. Services professionnels et techniques pour l’exécution des projets de biens immobiliers	49. Gestion de l’information
7. Politique et diplomatie en Asie-Pacifique	18. Commerce en Asie-Pacifique	26. Programmes visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité et le terrorisme		42. Préparation et sécurité de la mission	50. Technologies de l’information
8. Politique et diplomatie en Afrique subsaharienne	19. Commerce en Afrique subsaharienne	27. Réduction des menaces d’armes		43. Gestion de l’information et technologie de l’information du réseau des missions	51. Gestion des biens immobiliers (domestique)
9. Coordination géographique et appui aux missions		28. Fonds canadien d’initiatives locales			52. Gestion du matériel
10. Politique d’aide internationale		29. Aide internationale en Europe, dans l’Arctique, au Moyen-Orient et au Maghreb			53. Acquisition (approvisionnement)
11. Politique de sécurité internationale et diplomatie		30. Aide internationale dans les Amériques			
		31. Aide internationale en Asie-Pacifique			
		32. Aide internationale en Afrique subsaharienne			
		33. Politiques et opérations concernant les subventions et les contributions			

Annexe III. Programmes exclus du Plan d'évaluation ministériel quinquennal

Le plan d'évaluation ministériel actuel couvre 36 des 43 programmes requis dans le répertoire des programmes, c'est-à-dire les programmes de subventions et de contributions dont la moyenne quinquennale est égale ou supérieure à 5 millions de dollars par an. Les sept programmes suivants entrent dans cette catégorie, mais sont exclus du calendrier d'évaluation quinquennal pour les raisons énumérées ci-dessous.

	Programme dans le Répertoire des programmes	Justification de l'exclusion
Responsabilité essentielle 1 : Diplomatie et défense des intérêts internationales	3. Droit international	Risque faible. L'évaluation horizontale de la section 9 de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (responsable : Sécurité publique Canada) a été approuvée en juillet 2020. Il n'y a pas d'autres besoins d'évaluation du programme au cours de cette période.
	4. Le Bureau du protocole	Risque faible. Les recommandations de l'évaluation la plus récente (2017) ont été mises en œuvre et il n'y a pas eu de changement dans la programmation ou le contexte depuis la dernière évaluation.
	9. Coordination géographique et appui aux missions	Risque faible / Besoin faible. Évaluation achevée en 2020-2021
Responsabilité essentielle 2 : Commerce et investissement	13. Réglementation commerciale	Risque faible / Besoin faible. L'évaluation prévue sur le Contrôles des exportations commerciales sera menée en tant qu'examen interne afin de compléter et de valider des recherches et des rapports déjà très détaillés en vue d'éclairer la prise de décision concernant le programme. Le programme dispose en moyenne de moins d'un million de dollars par an pour les subventions et les contrôles, ce qui n'est pas une exigence de la LGFP.
Responsabilité essentielle 3 : Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	20. Opérations d'aide internationale	Risque faible / Besoin faible. Le Bureau responsable est inclus comme Bureau de seconde responsabilité dans plusieurs évaluations.
	28. Fonds canadien d'initiatives locales	Risque faible / Besoin faible. Évaluation achevée en 2022-2023. Il n'y a pas d'exigence de la LGFP pour une évaluation au cours de la période du PEM.
Responsabilité essentielle 5 : Soutien à la présence du Canada à l'étranger	37. Directives sur le service extérieur	Risque faible. Il n'y a pas d'exigences quant à procéder à une évaluation au cours de la période de cinq ans, car il ne s'agit pas d'un programme de subventions et de contributions.